

CANADA.

QUEBEC, 23 JUILLET 1899.

L'on continue, dans les cercles politiques, à s'occuper de la politique commerciale du Canada, et les hommes dont l'opinion méritait d'être examinée ont été avisés qu'avant peu de temps, il deviendra nécessaire de tracer une nouvelle ligne de conduite. Le *Trade Review*, se faisant l'organe de ceux qui réclament ces changements, discute dans un article très-moderé et émet, sur cette question importante, et bien pensée, cette opinion que nous sommes heureux de partager.

Il ne s'agit pas de nous prononcer en faveur du système de protection que le Canada n'aime pas plus que de raison, mais simplement de mettre fin à un état de choses anormal et de nature à nuire à nos intérêts.

Il faut que nos voisins se décident à nouer de nouvelles relations commerciales avec le Canada ou bien que, disant adieu à tout espoir de compromis, nous cessions de leur accorder des avantages qu'ils nous refusent.

Notre confrère de Montréal n'hésite pas à dire qu'il préférerait un traité de réciprocité au système d'isolement mutuel, mais la force des choses nous fera prendre ce dernier parti, car le pays, ennuyé par plusieurs années d'attente et blessé d'avoir agi avec une générosité et un esprit élevé dont on ne paraît pas lui tenir compte, exige enfin que cette complaisance ait un terme. En maintenant le *statu quo*, nous ferions preuve d'une abnégation peu ordinaire ; le ridicule tomberait sur nous et les Américains se tromperaient sur le motif qui nous fait agir.

Il y a dans l'état de choses actuel un point que l'on ne met pas assez en lumière. C'est que, depuis l'abrogation du traité de réciprocité, nous avons continué de permettre aux négociants des Etats-Unis d'inonder nos marchés de leurs produits, en mettant en vigueur les principes du libre-échange à leur égard.

Pendant le même temps, quelle était leur conduite vis-à-vis du Canada ? Tout le monde la connaît. Frappant de droits élevés tous nos produits, ils ont voulu fermer l'entrée des marchés américains, et de jour en jour leurs règlements sont devenus plus sévères.

Il est temps que cette générosité cesse ; nous avons fait preuve d'une bonne volonté extraordinaire et si, à la prochaine session, nous n'avons pas un nouveau traité, il ne nous restera qu'à suivre leur exemple. — C'est ce que le Canada demande depuis quelque temps, et ce mouvement s'étend à toutes les parties du pays.

On indique déjà les changements nécessaires et le *Trade Review* les résume dans les lignes que nous citons ici :

« On peut différer d'opinion sur ce que sera cette ligne de conduite dans ses détails. Mais le ton des discours pendant la dernière session indique jusqu'à un certain point les vues du pays. Comme on l'a dit avec vérité, alors le Canada a prospéré sans un traité de commerce et peut vivre avec ou sans traité de réciprocité. Mais si enfin il devient clair que nos voisins veulent continuer à isoler, nous ne pouvons leur permettre d'avoir accès à nos marchés.

« S'ils désirent arrêter nos produits à la frontière en les frappant de droits élevés, nous serons obligés de veiller à nos intérêts contre une compétition injuste et ruineuse. Nous devrions imposer des droits sur tous les produits pourvu que ce fardeau ne retombe pas sur nous. Tant que le poisson de nos pêcheries ne pourra point pénétrer sur le marché américain sans payer des droits énormes, nous ne devrions pas permettre aux Américains d'exploiter nos pêcheries moyennant un droit de tonnage insignifiant.

« Nos vaisseaux ne peuvent faire le commerce sur la côte américaine, pourquoi serait-il permis aux navires portant le pavillon étoilé de naviguer à leur guise d'un port britannique à l'autre par tout le monde. Si nous ne pouvons nous servir des lacs et des canaux américains, pour quelle bonne raison ceux du Canada seraient-ils ouverts à nos voisins ? Sur ce point et bien d'autres, le Canada sera obligé d'adopter un système de protection sévère si les Américains ne changent pas de conduite. Ce sera pas pour nous de représailles qu'il en agira ainsi, mais simplement afin de rendre justice au peuple du Canada.

A la lecture de ces lignes, une réflexion se présente tout naturellement à l'esprit. En effet, pourquoi, se demande-t-on, les Américains désiraient-ils un traité de réciprocité, si nous leur accordions presque tout ce qu'il nous est possible de leur fournir ? La privation de ces avantages aurait un excellent effet sur nos positifs si nous n'étions pas de si bons voisins.

On dit que M. Rose a résigné, mardi dernier, et que Sir G. E. Cartier le remplace comme ministre des finances.

Reifenstein est sorti de prison sous caution. Il paraît que cette mise en liberté a causé un profond étonnement à Outaouais, attendu que les procédures n'ont pas été très-régulières et prêtent le flanc à la critique.

Le juge Armstrong a donné ordre d'admettre le prisonnier à caution à deux magistrats, et ces derniers ont agi à l'insu de tout le monde. Ni M. Lewis, l'avocat de la Couronne, ni M. Lees, l'avocat du comté, n'ont été instruits de ce qui se passait. Le fils de Reifenstein, et son gendre, McPherson, ont fourni les cautionnements exigés par le juge. Ce cautionnement n'est que de \$14,000 et ne couvre pas la somme que Reifenstein a soustraite de la caisse publique.

L'opinion publique alarmée, demande une enquête sur cette singulière manière d'administrer la justice dans la capitale fédérale.

NOUVELLE A SENSATION.

Le *Mercury* d'hier soir prend des airs mystérieux et des allures de prophète ; il

annonce qu'un événement important vient de surgir et qu'il pourra avoir des conséquences de nature à affecter le Canada.

On se brise vainement la tête pour pénétrer le mystère ; les uns n'y voient rien du tout, d'autres prétendent que les pêcheurs américains et les pêcheurs anglais se sont battus dans le golfe et que ce conflit va troubler la paix entre l'Angleterre et les Etats-Unis. Une autre version frise l'absurde, nous la donnons pour satisfaire la curiosité du lecteur.

On dit que l'on a découvert, dans la province d'Ontario, une immense organisation féminine, en rapport avec la confrérie du même nom, aux Etats-Unis ; laquelle organisation se prépare à donner congé aux troupes anglaises stationnées au Canada. Ils circulent d'autres rumeurs aussi absurdes ; nos lecteurs nous sauront gré de leur en faire grâce.

La plupart des nouveaux ministres français sont connus, MM. Duvergier et Bordeau ne le sont pas beaucoup en Canada. Voici quelques lignes biographiques sur ces hommes appelés à jouer un rôle important, en France :

« M. Duvergier (Jean-Baptiste-Marie), né à Bordeaux, le 25 août 1792, fit son droit à Paris et fut reçu, en 1822, avocat à la Cour royale. Il fut appelé, en 1855, au Conseil d'Etat. Son nom est attaché à plusieurs recueils de jurisprudence estimés.

« M. Bourbeau (Louis-Olivier), né à Poitiers, le 2 mars 1811, fit son droit à Poitiers et devint un des avocats les plus distingués de cette ville, dont il fut nommé maire en 1845. L'année d'après, il fut envoyé à l'Assemblée constituante où il prit place dans les rangs du parti démocratique modéré. »

Quand des monstres d'ours, de singes ou de chiens savants honorent Québec de leur présence, la Corporation a l'habitude de leur permettre d'exhiber leurs curiosités en dehors des murs, dans un endroit éloigné des maisons. Pourquoi déroger à cet usage et accorder à un individu le privilège d'exposer sa collection de bêtes sur la terrasse Durham ?

Le voisinage est incommodé de la présence de cette ménagerie. Les habitants de la terrasse se plaignent et de la mauvaise odeur de ces animaux ainsi que des gémissements d'un orgue de barbarie consommant et hors d'haleine. C'est une musique à rendre les chats épileptiques. Une raison de salubrité publique commandait aussi d'expédier ces animaux hors des murs, à un endroit où les citoyens auraient eu le loisir d'étudier l'histoire naturelle des animaux d'après nature.

On lit dans le *Courier du Canada*, du 21 juillet :

« Il y a en Canada, et plus spécialement dans la province de Québec, une source considérable de richesse qui n'a jamais donné jusqu'à ce jour les profits qu'on peut en tirer : nous voulons parler de l'exploitation de nos pêcheries, petites et grandes. »

« Ce contre-temps tient surtout aux deux causes suivantes : défaut d'organisation dans l'exploitation et négligence du gouvernement dans la surveillance.

« La première cause n'existe plus ; les exploitateurs sont maintenant pourvus d'engins perfectionnés et pour la capture et pour la préparation du poisson. Quant à la seconde cause, elle existe encore en partie, mais il y a lieu d'espérer qu'elle ne tardera pas à disparaître pour peu que le gouvernement continue à veiller attentivement à l'exécution des lois passées, ces dernières années, pour empêcher la destruction du poisson.

« On commence déjà à apercevoir l'heureuse influence de cette surveillance, en ce qui regarde la pêche des rivières, et en particulier la pêche au saumon. Grâce au système de protection actuellement en vigueur, nos rivières et nos lacs se sont repeuplés et sont aujourd'hui en état d'approvisionner un marché deux fois plus considérable que celui de la province. Pour ne parler que de la pêche au saumon, elle est, cette année, exceptionnellement profitable et il ne dépend que du gouvernement et de ses agents que le progrès dans ce sens se continue.

« Nous donnerons une idée assez juste de l'abondance du saumon dans les grandes rivières qu'il a l'habitude de fréquenter en mentionnant, sur l'autorité d'un journal anglais de Montréal, le fait qu'on a capturé dans la rivière Miramichi mille saumons pendant une seule marée, avec des filets ordinaires.

« Non seulement le saumon est plus abondant qu'on ne l'a jamais vu depuis un quart de siècle, mais il s'est considérablement amélioré sous le rapport de la grandeur. Ainsi, il a été donné aux curieux de voir dernièrement sur le marché de Québec un saumon pesant cinquante-deux livres.

« Les deux chiffres que nous venons de donner ont assez d'éloquence pour convaincre tout le monde de l'importance que peut prendre la seule pêche au saumon et de la sagesse des lois passées par le parlement fédéral et par l'ancien parlement du Canada-Uni pour empêcher la destruction de cette grande source de revenus. »

PETIT COURRIER D'EUROPE.

Bruxelles, 9 juillet.

On s'est ému à tort d'un article publié par le *France*, et dans lequel on annonçait comme chose décidée l'abandon de Rome à la révolution italienne. D'après les informations de ce journal, l'Etat Pontifical serait le gage donné à l'Italie pour prix d'une alliance déjà conclue entre les cours de Paris et de Florence, en vue d'éventualités prochaines dont l'Allemagne serait le théâtre. Le Souverain Pontife, le chef suprême de trois cent millions de fidèles, n'aurait plus désormais rien à espérer de la protection des puissances catholiques ; et sur ce point, comme sur tant d'autres, la France abdiquerait les traditions glorieuses d'un passé plus de dix siècles.

« C'est avec douleur, avec angoisse, ajoutait le *France*, que nous écrivons ces lignes ; mais les informations que nous reproduisons nous viennent d'une source si haute et si sûre, qu'il nous est impossible de les mettre en doute. »

Nous avons peine à nous expliquer, quant à nous, qu'un journal aussi sensé que le *France* se fasse l'écho de pareilles rumeurs. Le rôle qu'il lui faut jouer à la France vis-à-vis de la Papauté ne serait pas seulement de la féliciter ; ce serait encore de la démentir au suprême degré. Est-il possible, nous le demandons, que l'empire s'aveugle au point de méconnaître que tout le monde sait, à savoir qu'en livrant Rome à la

Révolution, le gouvernement de Napoléon III se mettrait au ban de l'Europe catholique et s'aliénerait à tout jamais la généreuse nation dont il aurait trahi le même coup les principes, les traditions, les devoirs et l'honneur même ? Non, dit-on, le gouvernement n'est ni si aveuglé, ni si lâche. Elle est moins possible que jamais après des élections où la question romaine a joué un si grand rôle et qui ont envoyé au Corps législatif une majorité dont les suffrages sont acquis d'avance au maintien du pouvoir temporel.

Nous ne sommes pas seuls de notre avis, et nous constatons qu'à Paris même la presse catholique s'est généralement abstenue de faire écho au « cri d'alarme » du *France*. L'Europe signale bien, à la vérité, ces rumeurs, mais c'est pour leur opposer des informations plus rassurantes.

Après avoir rappelé que le gouvernement français a protesté près du gouvernement pontifical contre toute idée de retirer ses troupes et de livrer le Saint-Siège, l'Univers ajoute :

« Aucun renseignement nouveau ne nous est arrivé depuis lors ; mais nous pouvons dire qu'à Paris les personnes qui sont les mieux informées des affaires romaines n'ont reçu aucune nouvelle conforme au bruit que rapporte le *France* et ne croient pas à ce bruit.

« Nous pouvons ajouter que M. Rouher a dit à l'un des députés qui veulent interpellier au sujet de Rome qu'il maintiendrait son projet.

« Du reste, bruits alarmants et assurances officielles prouvent également que des interpellations doivent être faites. »

Le vote de la Chambre des lords sur l'amendement de lord Cairns cause une assez vive émotion en Angleterre. Aujourd'hui sera lu le rapport sur le bill relatif à l'Eglise d'Irlande. Lundi viendra la troisième lecture, et mardi reparaitra devant la Chambre des communes le projet tel qu'il est sorti des délibérations de la haute Chambre. Si, comme cela paraît probable, les Communes n'acceptent pas ces amendements, il y aura conférence entre les commissions des deux Chambres, et si l'on n'arrive pas à un accord, il ne restera plus à M. Gladstone qu'à faire appel au pays.

Les journaux ministériels prévoient déjà cette éventualité. « Il est tout à fait impossible, dit le *Daily News*, que la Chambre élève acceptée les amendements des Lords. Ce sera l'affaire du parti libéral et du gouvernement dans la Chambre basse de rendre au bill sa forme primitive, et, à moins qu'en conférence les lords ne se montrent plus raisonnables, il faut nous attendre à une session d'automne très-animée. Les pairs ont fait tout leur possible pour ruiner une mesure que la prudence leur défendait de rejeter. Dans la Chambre des communes, ce qui a été déformé doit être rétabli. »

Il est certain que les amendements votés par les lords ont fait perdre au bill son principal mérite, qui était d'offrir une large et équitable réparation aux griefs religieux de la catholique Irlande. Aussi est-il désirable que les négociations qui vont s'engager entre les deux Chambres aient pour résultat à se rapprocher des vues de M. Gladstone et des partisans de la liberté religieuse. Ce n'est pas l'ambition personnelle, comme prétend le *Standard*, qui dirige en cette occurrence M. Gladstone, ce sont des considérations de justice et même d'utilité nationale, car l'Angleterre, personne ne le contestera, a le plus grand intérêt à satisfaire l'Irlande et à supprimer, par conséquent, ce qui a toujours fait obstacle à la réconciliation, c'est-à-dire les odieux privilèges dont le protestantisme continuait à jouir au sein d'un peuple presque entièrement catholique.

On lit dans le *Courier des Etats-Unis* du 20 juillet 1899 :

« Jamais peut-être un gouvernement ne s'est trouvé si mal à l'aise entre deux sexes que le gouvernement américain, entre la question de l'Alabama et la question cubaine. Tout mouvement d'un côté le blesse de l'autre. Et les politiciens ne sont pas moins embarrassés. Il y a dix avis différents dans le même camp ; et un différent chaque jour chez le même homme. Il n'est pas étonnant qu'il en soit ainsi quand, à force d'ériger son intérêt en droit, on perd les véritables notions de la justice ; quand on n'a pour boussole que les inspirations du jour le jour ; quand enfin au lieu de principes on n'a que des convoitises. Que deux intérêts opposés se présentent, on voit noir à droite et que l'on voit blanc à gauche, et l'on se persuade aisément que l'on voit juste des deux côtés.

Dans le camp républicain, par exemple, M. Sumner, qui, depuis son fameux discours, ne voit plus rien qu'à travers les lunettes de l'Alabama, écrit lettre sur lettre au gouvernement pour le détourner de l'idée de reconnaître les droits de belligérants aux Cubains, par la raison que cela ferait les affaires de l'Angleterre. En même temps, un autre sénateur, radical des plus éminents, rédige des mémoires pour prouver que ne pas assister les Cubains, c'est forfaire à la liberté et déshonorer le peuple américain. Lequel a raison ? lequel a tort ? Tous les deux sans doute ; car il y a du vrai et du faux dans les deux systèmes, et cela parce que tous les deux pèchent par la base, c'est-à-dire par le manque d'un principe fixe. Les gouvernements ont, comme les individus, besoin d'une conscience, et s'ils n'en ont pas, ils sont fort embarrassés quand ils se trouvent en présence d'une question de droit ; c'est l'intérêt qu'ils interrogent, et il n'y a pas de pire conseiller.

Les nouvelles ne sont pas moins incertaines que les opinions. On écrit aujourd'hui de Washington que les prétendues instructions du général Sikes pour l'acquisition de Cuba sont un canard. De Washington encore on mande que les négociations sont très-avancées, et que la mission du général Sikes n'est que la conclusion d'un arrangement presque arrêté. En somme, tout est vague et douteux, et, à bout de logique, chacun attend du congrès les solutions conformes à ses opinions personnelles.

En attendant, les flibustiers cubains arrêtés à l'île Gardner et à qui on avait promis la liberté sont toujours au fort Lafayette ; il est vrai que l'administration ne doit pas être pressée de les relâcher, car il est probable qu'elle se verrait bientôt dans la nécessité de les arrêter de nouveau. La déconvenue de l'expédition Ryan n'a découragé ni les officiers ni les soldats ; les troupes dispersées se rapprochent.

Tout ce qui, à Gardner Island, a échappé aux députés marshall et aux soldats de marine, a trouvé moyen de rentrer à New-York, et de là, de passer dans la Jersey. Samedi, après midi, on les voyait par bandes de dix, quinze ou vingt hommes, traverser les villages de West Hoboken et d'Union Hill, qui un sac de nuit à la main, un paquet sous le bras, qui ne portaient rien que sa bonne humeur et son bon courage. Tous ces hommes paraissaient gais et animés, comme s'ils se retrouvaient maîtres d'eux-mêmes et de leurs destinées après avoir traversé une difficile évanouie. On a loué pour eux une maison double sur Weavertown Road, près de la route de Paterson, et ils sont là installés à l'aise, dans un site magnifique dominant la vallée riante de l'Hackensack, en attendant une expédition plus heureuse que celle qui a si misérablement échoué.

LE COMMANDEMENT ASHE, et le Rév. M. Douglas, de cette ville, partent, lundi prochain, pour Jefferson City, Iowa, où ils ont l'intention d'observer l'éclipse de soleil qui a lieu le 7 août prochain.

Le 22 du courant, après un excellent examen subi devant le colonel Bagot, l'ajudant Clark et le capitaine Gagnier, M. Charles Degagné a obtenu un certificat de seconde classe à l'Ecole Militaire de cette ville.

Les régates annuelles de l'association dite *Timber Thruers Association* auront lieu le 2 août prochain. Quinze chaloupes sont déjà inscrites pour cette course.

La société bienveillante des ouvriers qui travaillent à bord des navires, chôme aujourd'hui pour la célébration de sa fondation. Une procession composée de pas moins de 3000 personnes d'origine irlandaise et canadienne-française, ont paré dans les rues de cette ville bannières et drapeaux déployés. Un corps de musique précédait chaque nationalité.

Tous les médecins recommandent à leurs patients de se baigner souvent. Dans les frôlements abrutis se trouvent un remède contre bien des maladies. On peut se soigner ainsi à l'établissement des bains, rue du Palais.

Il y a des gens qui jouent depuis quelques jours un jeu fort dangereux, et qui pourraient un jour ou l'autre leur causer bien de l'embarras. Ils se rendent furtivement sur les remparts, à une heure où les passants sont rares, et ils prennent des boulets de canon qu'ils lancent par dessus les murs. Ces projectiles suivent la pente avec un effet facile à comprendre et vont rouler dans les rues de la Basse-Ville, au grand danger des citoyens. Lundi dernier, on dit qu'il n'y a pas été lancé moins de quatre de ces boulets. Ceux qui

ils espèrent, sans doute, rencontrer moins de zèle dans les autorités du New Jersey que dans celles de New-York, mais il est fort à craindre pour eux qu'ils ne soient tombés de Charybde en Scylla.

PAR VOIE TÉLÉGRAPHIQUE.

London, 21 juillet.

Quelques instants après l'échec essuyé par le gouvernement dans la Chambre des lords, M. Gladstone a fait son apparition dans la Chambre des communes, et a été accueilli avec enthousiasme. Les acclamations se succèdent sans interruption du côté occupé par les libéraux, les délibérations ont été suspendues.

La presse anglaise s'occupe exclusivement, aujourd'hui, du conflit qui vient de surgir entre les deux Chambres du parlement.

Le *Telegraph* pense que les lords ont décidé du sort du bill pour cette session. Il admet avec tous ses confrères que le pays passe par une crise très-grave.

Le *News* conseille aux ministres d'envisager la situation avec calme et confiance, comme des hommes sûrs d'une victoire prompte et définitive.

Il dit qu'à la session d'automne, le bill qui sera présenté deviendra complètement loi. Les lords n'attendront pas la création de nouveaux pairs pour consentir à accepter une mesure plus acclamée. On ne leur permettra certainement pas de s'opposer trois fois à la volonté de la nation.

Une pétition a été présentée dans la Chambre des communes, lui demandant de rejeter les amendements au bill de l'Eglise d'Irlande. Cette pétition a été reçue avec de chaleureux applaudissements.

M. Milbank, a demandé si cette chambre pourrait demander une apologie à la chambre des lords pour le langage insolent dont se sont servis certains lords à l'égard du premier ministre et des communes.

Le président a déclaré que la question ne pourrait être mise sur le tapis, attendu que la chambre des communes n'était pas sensée connaître ce qui s'était passé dans l'autre chambre.

London, 21 juillet, minuit.

Le bruit se répand que M. Gladstone va retirer le bill de l'Eglise d'Irlande, et qu'il prolongera le parlement aussitôt que le budget sera voté, afin de présenter, à la session d'automne, un autre bill sous des circonstances telles que les lords hésitent avant de le repousser.

London, 22 juillet.

Le *Times* de ce matin dit que le ministère a résolu de maintenir le bill de l'Eglise d'Irlande en dépit de la majorité de la chambre des lords qui lui est hostile. Le *Times* ne croit pas que l'obstacle qui sépare les deux chambres soit insurmontable.

L'examen des amendements au bill de l'Eglise d'Irlande a été repris ce soir dans la chambre des lords. Le comte Granville a dit que le ministère ne se faisait pas illusion sur la gravité du dernier vote, mais il n'avait pas l'intention d'arrêter la discussion des autres amendements du bill, et désirait poursuivre la discussion dans un esprit de paix, et de conciliation. Il a proposé le rétablissement de la date originale, savoir le 1er janvier 1871, il a dit qu'il n'insisterait pas sur une division. Si la motion était contraire au sentiment de la chambre, il la retirerait.

Lord Cairns prie la conciliation. Une question de date est d'une importance secondaire, et il dit qu'il est prêt à accepter la date originale. Il conseille aux lords de ne pas tenir obstinément à leurs amendements. Il admet qu'il a lui-même de fortes objections au bill, mais il considère que ce serait agir contre l'intérêt du pays ou de l'Eglise de prolonger la lutte sur des détails peu importants. La motion a été adoptée.

La clause 68 a été modifiée de manière que le surplus ne sera appliqué qu'avec la sanction du Parlement.

Une autre explosion désastreuse a eu lieu, hier, dans une mine, à Saint-Hélène, petite place isolée à quelques miles à l'est de Liverpool. Plus de 30 personnes ont été tuées instantanément, et 60 ont été blessées plus ou moins grièvement. Toute cette partie du pays est plongée dans le deuil.

Paris, 21 juillet.

Les députés qui siègent à la gauche du Corps législatif ont l'intention de publier un manifeste pour demander à la France de juger les événements qui viennent de s'accomplir.

Paris, 22 juillet.

Les journaux officiels de Paris annoncent aujourd'hui que MM. Duruy et Vuitry ont été nommés sénateurs.

Depuis la prorogation du corps législatif les députés se sont réunis pour s'entendre sur ce qu'ils ont à faire dans les circonstances actuelles. Mais la réunion s'est dissoute avant d'avoir pu tomber d'accord.

Le montant des espèces dans les voûtes de la banque de France a augmenté de 7 millions de francs depuis le dernier rapport.

Madrid, 22 juillet.

L'entrée de Don Carlos dans la Province de Navarre est confirmée.

Le gouvernement est préparé à toute éventualité.

New-York, 22 juillet.

Le correspondant du *Herald* lui écrit de Londres, que l'excitation créée par le conflit qui a surgi entre les deux chambres du Parlement a été très-considérable. Un moment on a cru à une dissolution du cabinet.

On disait que MM. Gladstone, Bright, Lowe et tous les ministres les plus influents voulaient retirer immédiatement le bill. Quelques autres, lord Lansdowne entre autres, ont conseillé la modération. Le langage insultant du marquis de Salisbury envers M. Gladstone et la grande majorité contre le préambule du bill, faisaient néanmoins croire que tout compromis était impossible.

Le même correspondant dit que des placards ont été affichés sur les murs de Londres, portant ces mots : « Qui gouvernera, le peuple ou les lords ? » et convoquant des réunions publiques pour le lendemain.

Washington, 22 juillet.

On a pris des mesures pour organiser une compagnie dans le but de tenir une exposition universelle des arts et manufactures à Washington, dans un an.

FAITS DIVERS.

—Le commandant Ashe, et le Rév. M. Douglas, de cette ville, partent, lundi prochain, pour Jefferson City, Iowa, où ils ont l'intention d'observer l'éclipse de soleil qui a lieu le 7 août prochain.

—Le 22 du courant, après un excellent examen subi devant le colonel Bagot, l'ajudant Clark et le capitaine Gagnier, M. Charles Degagné a obtenu un certificat de seconde classe à l'Ecole Militaire de cette ville.

—Les régates annuelles de l'association dite *Timber Thruers Association* auront lieu le 2 août prochain. Quinze chaloupes sont déjà inscrites pour cette course.

résident dans la rue Saint-Jacques pont dans des trames continuelles. Les autorités militaires ont déjà été prévenues de la chose, et il est à désirer qu'elles prennent des mesures efficaces pour prévenir un pareil abus.

—Depuis deux jours, on exhibe sous une tente élevée sur la place Durham, des animaux vivants de diverses espèces, tels que singes, ours, chats sauvages, oiseaux rares, serpents, qui ont le privilège d'attirer un bon nombre de curieux. Madame Annie joue avec un sang froid magnifique avec les serpents les plus dangereux et s'en fait un collier. Ces animaux paraissent être les moins innocents du monde tant elle exerce d'ascendant sur eux. Le soir où se fait cette exhibition aurait pu être mieux choisi, mais après tout ce n'est pas la faute du propriétaire de cette ménagerie, qui ne s'est pas placé là qu'avec la permission de notre maire.

M. Desaulniers, le député de Maskinongé, a réuni à former une société de colonisation dans son comté. A une assemblée publique tenue, au chef-lieu, dimanche dernier, on a nommé les officiers de l'association, les souscriptions ont été recueillies et tous les procédés ont été clos à la satisfaction des personnes réunies pour l'occasion.

—5,000 petits saumons de deux pouces et demi de longueur, ont été récemment placés dans la rivière Pemigewasset, dans le New-Hampshire. Il y a un siècle, cette rivière était remplie de saumons, mais les filets et les écluses le long de la rivière l'avaient complètement épuisée qu'on n'y avait pas vu un seul saumon depuis 25 ans. Le gouvernement a entrepris la tâche de redonner à cette rivière son ancienne abondance. On applique le même remède à d'autres rivières.

LE « CLYDE » — A cause de certains changements qui doivent être faits au *Clyde*, le remorqueur de Tadoussac, samedi soir, directement à Québec.

Il ne pourra reprendre ses voyages que samedi prochain, en conséquence l'*Admiration*, en descendant, mardi, la Baie St. Paul, aux Eboulements et à la Malbaie.

REIFFENSTEIN PARTI. — Reifenstein, vers 2 heures du matin, mercredi, laissa la prison d'Outaouais, sans tambour ni trompette, pour la frontière. A sept heures il fut rencontré à Kemptville prenant un bon déjeuner et à 11 heures il faisait connaître à sa famille son heureuse arrivée sur le sol américain. On s'étonne qu'admis à la caution, Reifenstein ne soit pas parti comme un gentleman ordinaire par les chars du matin. Ses créanciers se doutent probablement de la bonne raison qui a fait partir leur débiteur si secrètement. Ceci met fin, du moins pour le moment, à l'excitation qu'a causée toute cette affaire.

—Canada.

—Un correspondant de Montréal dit qu'à Lachine l'orage de mercredi a été terrible. Il y a eu naissance dans le sud et il est tombé des grêlons de un pouce de longueur qui ont brisé un grand nombre de vitres. Des végétaux et des arbres fruitiers ont été coupés comme avec un couteau.

A Caghiawaga les dommages sont considérables. On dit que l'orage a duré 20 minutes, et on a pu l'entendre et le voir longtemps avant qu'il ait éclaté. Il a été suivi par une forte brise qui s'est maintenue jusqu'à la soirée.

M. Deery, un joueur de billard en renom aux Etats-Unis, est attendu à Montréal dans quelques jours. Il a, paraît-il, l'intention de jouer une partie avec MM. Joseph et Cyrille Dion, qui se préparent à cette rencontre en pratiquant plusieurs fois par semaine.

—Les statistiques concernant l'émigration constatent que 9 navires sont partis de Liverpool pour le Canada, avec 5,312 passagers, dont 2,183 sont anglais, 8 écossais, 107 irlandais, et 3,014 de nationalités étrangères.

—Le navire en fer *Aleona* est parti hier pour la seconde fois de notre port en destination de Glasgow. Il est arrivé le 14 juillet à 8 heures du soir, et est arrivé de Montréal le 21 ; ainsi, il ne s'est écoulé que sept jours entre l'arrivée et le départ. Pendant ces sept jours, on évaluait le chargement et le déchargement à 3400 tonnes ; et encore un jour a été perdu à cause de la pluie. *Lafayette* de Montréal ne désempe pas vis-à-vis de faire ses quatre voyages en six mois.

VISITE PASTORALE. — Le *Richmond Guardian* contient un long et joli compte-rendu de la visite de Mgr. Lathèque à Richmond, Durham, Acton, Danville, Wotton, Saint-George de Windsor et Tintwistle. Notre confrère, dont le rédacteur assistait à l'ouverture de la visite, à Richmond, est enchanté des paroles de conciliation et de libéralité envers les autres races, adressées par Sa Grandeur, à ses ouailles.

Il se fera davantage en restant assuré que notre clergé est zélé sur ce point. Il ajoute que partout la réception a été magnifique, et que grand nombre de protestants ont été faits visite à Sa Grandeur, dont ils se disent enchantés.

—Pionnier.

FAMILLE PATRIARCALE. — Lundi dernier, à Dundas, nous recevions l'hospitalité dans une respectable famille de descendance américaine, nom de Gilbert, dont l'état actuel intéresse le public. Sous cet aspect de 80 ans, entouré de son fils âgé de 62 ans, de son petit-fils âgé de 35 ans et son arrière-petit-fils de douze ans, ces chiffres forment donc le jolif montant de 300 ans. Les réunis sont membres de quatre générations. Le bûche sautait de toutes ses facultés et d'une santé excellente, tellement qu'il accepta de bonne grâce une petite verre « d'eau de vie », que nous le priâmes de recevoir de notre ami M. C. et de nous, avec nos félicitations sur l'heureux partage que lui fait la providence. C'est la première fois qu'il nous a été donné de voir pareille chose dans une famille habitant sous le même toit, et d'après les apparences M. Gilbert, père du grand père, verra la cinquième génération avant de mourir. Il réalisera alors cette espèce de dicton qui embrasse les cinq générations : « Mon fils, dis à ton fils qu'il vienne de naître un fils à sa fille. »

INONDATION DU KANSAS. — On porte à quarante-trois le nombre des victimes de la terrible inondation du Kansas. L'étendue des dommages matériels est incalculable.

